

Gaël Giraud, 3 juillet 2021 (GODF)

Gaël Giraud et Nicolas Dufrêne, respectivement président d'honneur et directeur de [l'institut Rousseau](#), ont présenté le 3 juillet 2021 leur vision du revenu universel dans le cadre du grand Orient de France ([vidéo de 3 heures](#)).

Le cadre de pensée est le suivant : pour sauver la planète, il faut des investissements écologiques massifs que le niveau d'endettement public (120% du PIB) et privé (150 % du PIB) ne permet pas de financer avec les moyens traditionnels. La BCE doit créer de « l'argent non dette » fléché vers ces investissements.

Par ce même mécanisme (monnaie hélicoptère), on peut financer un revenu de base au niveau du seuil de pauvreté (1000 € en France). Les employeurs seraient obligés de majorer les salaires pour trouver de la main d'œuvre.

Bibliographie sur ce sujet : Alain Grandjean, cofondateur de « Carbone 4 » avec Jean-Marc Jankovici, et Nicolas Dufrêne, ont publié en 2020 « Une monnaie écologique : pour sauver la planète », préfacé par Nicolas Hulot.

G. Giraud distingue :

- Le RU « de droite », pour solde de tout compte et de faible montant, supprimant la sécurité sociale, le chômage, détruisant l'État social... et qui serait celui de Gaspard Koenig !
- Le RU « de gauche », d'environ 50 % du revenu médian et s'ajoutant aux aides existantes.

Pour les pays occidentaux ayant une administration solide, pas besoin d'un RU, il faut mettre en place la garantie pour tous d'un emploi vert (en raisonnant en équivalent temps plein, le taux de chômage est de 30 % en France et aux USA, de 25 % en Allemagne).

Au niveau mondial, G. Giraud évoque un revenu universel de l'ordre de 7,4 \$ par jour, soit 13 000 milliards à trouver, alors que les 1 % les plus riches gagnent 56 000 milliards. 60 % de l'humanité n'a pas aujourd'hui ce niveau de revenus.

Pour les pays sans administration capable de mettre en place l'emploi vert pour tous, ce RU serait financé par une taxe carbone (120 € la tonne) et une taxation sur les dépôts dans les paradis fiscaux.

C'est la théorie du ruissellement inversée, on arrose le bas de la pyramide.

Nicolas Dufrêne suggère que le RU ne soit pas donné aux riches, et qu'il soit conditionné à un engagement social. Il montre par là un niveau de compréhension d'un RU opérationnel proche de zéro.

Il est fait allusion à la [proposition « abc »](#) de l'institut Rousseau de réforme de l'IR. Le taux effectif de l'IR dépendrait de trois paramètres, a (taux effectif d'imposition maximal), b (revenu imposable mensuel minimum) et c (progressivité du taux d'imposition). Certains détails sont intéressants, voire rejoignent l'AIRE (remplacement du quotient familial par une sorte d'AFU), mais le péché majeur – classique – est la non prise en compte des minima sociaux dans la réflexion. La conséquence, un taux d'IR non linéaire, est par nature complexe et injuste : l'impôt sur le revenu $x+y$ n'est pas égal à l'impôt sur le revenu x + l'impôt sur le revenu y .

Commentaire

Financer un revenu de base ou des investissements écologiques massifs par création monétaire aura comme conséquence paradoxale une augmentation des inégalités : cette manne une fois dépensée, la surabondance d'argent en circulation aura un effet dévastateur sur le prix des actifs (spéculation immobilière et boursière), au profit d'une minorité de « malins ».

La taxation des patrimoines au fil de l'eau et lors du décès (taxation à 100 % des successions « indécents » ?), plus difficile que la démagogique création monétaire, est incontournable.

Gaël Giraud parle comme une mitrailleuse, avec un mélange d'affirmations vraies, discutables ou fausses, mélangeant les sujets qu'il connaît bien et ceux qu'il ne connaît pas. Il est intéressant à écouter, mais on ne peut pas croire ce qu'il dit sans vérifier et réfléchir.

Ce mélange porte préjudice à l'ensemble de ses interventions, même centrées sur les questions financières, telles que la vidéo « [Cataclysme économique mondial et chômage de masse : ce qui nous attend en 2021](#) » du 14/2/2021.

Ses propositions sont idéalistes et non pas réalistes, elles multiplient potentiellement les seuils et conditions. Il ignore la transformation des « souhaits » en usines à gaz par l'administration.

Léon Régent